

**DÉLIBÉRATION N° 4.00**  
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 DÉCEMBRE 2022**  
**RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 29 NOVEMBRE 2022**  
**AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLMAR**  
**SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET**

L'an deux mille vingt-deux, le 07 décembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Alain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération n° 2.02 et à partir de la délibération n° 5.00), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sandrine MOURIER, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir à M. Laurent LANFRAY), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Bernard CHARPENEL (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Aurore DESRAYAUD (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Florence MERLET (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Cyril MANIN).

EXCUSÉS : M. Chérif HEROUM, Mme Danièle JALAT.

ABSENTS : M. Karim BENSID-AHMED, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération n° 3.00 et jusqu'à la délibération n° 4.02), M. Karim OUMEDDOUR,

Secrétaire de séance : Mme Valérie ARNAVON.

**4.00 \_ PROGRAMME DE L'OPÉRATION, ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE, ET FINANCEMENT - FICHE ACTION N° 74 - MISE AUX NORMES DU COMPLEXE AUDITORIUM MICHEL PETRUCCIANI ET CINÉMA DES TEMPLIERS**

Mme Fabienne MENOVAR, Vice-présidente, rapporteur expose à l'assemblée :

La communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération dans le cadre de la compétence « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire », exploite le complexe Auditorium Michel Petrucciani et Cinéma des Templiers situé place du Temple à Montélimar.

Cet équipement correspond à un seul ERP classé en catégorie L-3 et est constitué de deux bâtiments :

- D'une part l'Auditorium Michel Petrucciani, aménagé en 2000 par la Ville de Montélimar, comprenant une salle de spectacle de 437 places, des loges et locaux techniques. Cette salle de spectacle est aujourd'hui interdite au public en raison de sa non conformité.

- D'autre part le Cinéma des Templiers, rénové en 2015 comprenant une salle de cinéma de 115 places, un hall d'entrée, une salle de projection et un espace de bureaux.  
Cet espace est ouvert au public, par dérogation du fait de la fermeture de la partie auditorium.

L'ERP est soumis à un avis défavorable de la commission de sécurité communale à la suite d'une visite de Mars 2015, pour ce qui concerne la partie « Auditorium », ceci au regard de non-conformités portant sur la réglementation incendie et la sécurité des personnes.

Pour autant et afin de diversifier l'offre culturelle sur le territoire, il est envisagé la mise aux normes de cet établissement en vue d'une remise en exploitation.

En application de l'article L.2421-1 du Code de la commande publique, il appartient notamment au maître d'ouvrage, après s'être assuré de la faisabilité et de l'opportunité de l'opération envisagée, d'en définir le programme, d'en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle, d'en assurer le financement, de choisir le processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé et de conclure, avec les maîtres d'œuvre et entrepreneurs qu'il choisit, les contrats ayant pour objet les études et l'exécution des travaux.

Pour la réalisation de cette opération classée dans le domaine « bâtiment - réhabilitation », dont le programme figure en annexe de la présente délibération, l'enveloppe financière prévisionnelle est arrêtée à **1 445 830 € HT soit 1 735 000 € TTC** dont une part affectée aux travaux de près de 1 111 600 € HT soit 1 333 920 € TTC. Les marchés de travaux seront passés selon une procédure adaptée avec négociation. Le plan de financement annexé détaille les subventions prévisionnelles dont l'obtention conditionne la réalisation de l'opération dans le cadre de l'enveloppe nette TTC allouée lors du vote du projet de territoire.

Il est proposé de recourir à une maîtrise d'œuvre privée qui sera chargée des éléments de mission suivants :

|   |     |
|---|-----|
| - Etude de Diagnostics  | DIA |
| - Avant-Projet Sommaire   | APS |
| - Avant-Projet Définitif  | APD |
| - Les études de Projets   | PRO |
| - Les études d'exécution  | EXE |
| - Assistance pour la passation des Contrats de Travaux              | ACT |
| - La Direction de l'Exécution des Travaux                           | DET |
| - L'Assistance au Maître d'Ouvrage lors des Opérations de Réception | AOR |
| - L'Ordonnancement, pilotage et coordination                        | OPC |

Ce marché de services, ainsi que les autres marchés publics de « services » d'une part, relatifs en particulier aux prestations de topographie, de coordination sécurité et de prévention de la santé, de contrôle technique et de « fournitures » d'autre part, relatifs au mobilier, feront l'objet de marchés passés, conformément au regard de leur nature et de leur montant.

Enfin, des demandes de subventions seront présentées, sur la base du programme de l'opération et/ou de l'avant-projet sommaire, selon les organismes financeurs, aux collectivités territoriales départementales et régionales et aux autres organismes financeurs.

**Le Conseil communautaire, à l'unanimité** (8 abstentions : M. Hervé ANDEOL, Mme Françoise CAPMAL, Mme BRUNNEL-MAILLET, M. Laurent LANFRAY, Mme Josiane DUMAS, Mme Cécile GILLET, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Christophe ROISSAC), **DÉCIDE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9



Vu les articles L.2410-1 et suivants du Code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu les articles R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique sur les conditions de recours à une procédure adaptée ;

Vu les articles L.2421-1 du Code de la commande publique portant sur les attributions du maître d'ouvrage,

Vu l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé,

Vu le programme de l'opération Projet de Territoire n°74 - Mise aux normes du complexe Auditorium Michel Petrucciani et Cinéma des Templiers,

Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

**D'APPROUVER** le programme de l'opération Projet de Territoire n°74 - Mise aux normes du complexe Auditorium Michel Petrucciani et Cinéma des Templiers,

**D'ARRÊTER** l'enveloppe financière prévisionnelle pour cette opération au montant susvisé de 1 735 000,00 € TTC,

**D'APPROUVER** le recours à une maîtrise d'œuvre privée pour la mission telle que précisée ci-dessus,

**D'APPROUVER** que la dévolution du marché de maîtrise d'œuvre s'opère dans le cadre d'une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles précités du code de la commande publique,

**DE DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au compte 2313 314,

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à solliciter des organismes compétents l'obtention des subventions les plus élevées possible,

**DE CHARGER** Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 08 décembre 2022

Julien CORNILLET  
Président



Valérie ARNAVON  
Secrétaire de séance

